

**Follow-up Responses to the
House of Commons Standing Committee on
Government Operations and Estimates (OGGO)
Outsourcing of Contracts - October 3, 2022**

**Réponses de suivi au Comité permanent des
opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires
de la Chambre des Communes (OGGO)
Impartition des marchés - Le 3 octobre 2022**

**1. What was the spending in the last fiscal year on consulting companies? – MP Kelly
McCauley (CPC) (Page 8)**

**Quelles ont été les dépenses au cours du dernier exercice financier pour les sociétés
de conseil? – Kelly McCauley, député (PCC) (Page 8)**

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

Government spending in 2021-2022 on Professional and special services, a broad category that includes everything from engineering and architectural services to management consulting services, was \$17.5 billion.

More detailed information is readily available in Volume III, Section 3 of the Public Accounts of Canada.

Furthermore, details by individual or organization contracts and amendments over \$10,000 are publicly disclosed on open.canada.ca. This information is updated after each quarter.

Réponse en français:

Les dépenses du gouvernement en 2021-2022 pour les services professionnels et spéciaux, une vaste catégorie qui comprend tout, des services techniques et d'architecture aux services de conseillers en gestion, s'élevaient à 17,5 milliards de dollars.

Plus de détails sont disponibles dans le Volume III, Section 3 des Comptes publics du Canada

De plus, les renseignements sur les contrats d'une valeur de 10 000\$ et plus conclus avec un particulier ou une organisation et les modifications de contrats sont publiés sur open.canada.ca. Cette information est mise à jour à la fin de chaque trimestre.

2. Steps taken to ensure government departments are properly staffed – MP Gord Johns (NDP) (Pages 21, 22)

Mesures prises pour s'assurer que les ministères disposent d'un personnel adéquat – Gord Johns, député (NPD) (Pages 21, 22)

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

Stemming from the *Financial Administration Act* (sections 7 and 11.1), the *Policy on People Management* allows the Chief Human Resources Officer to delegate many of its human resource authorities to deputy heads who have full accountability to meet the minimum requirements as set out under all TBS policies.

Given the range of mandates, shifting priorities, and organizational structures, there is no one way to manage the workforce. The *Policy on People Management* provides a framework that allows deputies to exercise flexibility (section 4.1.1.1) when planning, managing and utilizing the organization's workforce effectively, which includes determining human resources requirements based on the organization's mandate.

Réponse en français:

Déoulant de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (articles 7 et 11.1), la *Politique sur la gestion des personnes* permet à la dirigeante principale des ressources humaines de déléguer bon nombre de ses pouvoirs en matière de ressources humaines à des administrateurs généraux qui ont l'entière responsabilité de satisfaire aux exigences minimales énoncées dans toutes les politiques du SCT.

Compte tenu de la diversité des mandats, de l'évolution des priorités et des structures organisationnelles, il n'existe pas de méthode unique de gestion des effectifs. La *Politique sur la gestion des personnes* fournit un cadre qui permet aux sous-ministres d'exercer une certaine souplesse (section 4.1.1.1) lors de la planification, de la gestion et de l'utilisation efficace de la main-d'œuvre de l'organisation, ce qui comprend la détermination des exigences en ressources humaines en fonction du mandat de l'organisation.